

En marge des négociations de Bangkok
Les regards sont tournés vers Copenhague

Anselme Nkinsi Envoyé Spécial à Bangkok

On n'est nullement loin de ce que l'humanité tout entière attend vivre dans les prochains mois à Copenhague (Danemark). Le temps presse aussi pour la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (Ccnucc) de concilier les points de vue des pays développés et ceux en développement sur ce qui doit être le climat de demain. Aujourd'hui, 190 nations, réunies à Bangkok (Thaïlande) sont sur le point de conclure un accord mémorable qui devra remplacer le protocole de Kyoto de 1997 par un traité de portée internationale qui établira des engagements juridiquement contraignants pour la réduction des gaz à effet de serre (Ges).

Cependant, il n'y a toujours pas d'unanimité sur la façon d'étaler les bordures de ces émissions. Le montant du soutien financier et des technologies propres des nations riches doit être alloué aux pays en développement pour leur permettre de faire face aux effets désastreux de changement climatique est aussi nébuleux.

L'urgence pour sauver la planète s'évanouie. Pourtant, la communauté scientifique a prouvé, hors de tout doute, que les incidences de la hausse des températures mondiales peuvent mettre en péril la vie sur terre. Le monde a besoin, pour conserver les niveaux d'émissions à faible ancrage pour mettre la planète hors du danger. L'actualité de dernières semaines a prouvé combien il est important, pour les décideurs, de prendre conscience sur ce que le monde vit : caprices du régime des précipitations et d'activité agricole, inondations, vents violents, etc... mettant en danger un monde déjà en difficultés alimentaires.

L'Inde - un acteur de premier plan du Groupe des 77 pays qui ont une planche de négociation commune - a fondé ses espoirs, en rapport avec le changement climatique sur deux principes clairs. Elle estime, tout d'abord, que le stock actuel de ges dans l'atmosphère est le résultat cumulatif des émissions de plus de 150 à 200 ans pour lesquels les nations développées sont entièrement responsables. Il est juste, par conséquent, que les réductions d'émissions importantes viennent d'elles.

Deuxièmement, la Ccnucc décrit le principe de l'équité, selon laquelle chaque individu dans le monde devrait avoir part égale des émissions totales. L'argument de l'Inde est que, depuis son rapport annuel sur les émissions par habitant, celui de ses habitants est très inférieur à la moyenne mondiale (1,9 tonnes), éclipsée par 3,9 tonnes de la Chine et par 24,3 tonnes des Etats-Unis. Pourquoi devrait-elle subir des pressions à la suite de rogner ses émissions, se demande-t-elle?

En ce qui concerne la signature d'un plan de réduction de carbone par les pays développés, il n'est que juste que ces derniers payent le prix en termes de trésorerie et transfert de technologies. Même la Ccnucc reconnaît la responsabilité première des pays développés dans le déclenchement de réchauffement planétaire. Il y a lieu de noter, en outre, que si les pays en développement doivent d'abord penser à l'éradication de la pauvreté par le développement économique, les pays développés, eux, doivent aider ceux en développement dans leurs efforts d'atténuation grâce à la fois une compensation financière et de transfert de technologies.

Déjà, près de la moitié de la vie des 1,3 milliards population villageoises n'ont pas accès à l'électricité commerciale. Cela aide à garder un œil - même indirectement -

sur ses émissions. En outre, plus de la moitié des habitants des pays en développement subsistent modestement avec moins d'un dollar par jour. Ce qui est tout à fait l'antithèse d'une vie de consommation occidentale. Malgré cela, la pression est à cliquet sur les économies en développement comme l'Inde, de convenir d'un calendrier contraignant et obligatoire sur le protocole de réduction des émissions. Comme l'avait déclaré en juillet dernier le ministre de l'Environnement, Conservation de la Nature et Tourisme, José Endundo, « l'ennemi de la forêt, c'est la pauvreté ». Comment peut-on contraindre des populations entières, n'ayant pas accès à l'énergie électrique de conserver une forêt qui leur fournirait ce dont elles ont besoin ? Récemment, la Rdc a réitéré sa position une fois encore dans un message très ferme dit « Déclaration de Kinshasa » lors des travaux des pays membres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac)tenus à Kinshasa en septembre 2009. Loin pour ces pays de disperser leurs énergies en allant à Copenhague, ils ont affuté leurs armes pour faire entendre leur voix sur ce que ces pays doivent bénéficier pour avoir bien conservé leurs forêts. L'Inde, quant à elle, compte sortir des négociations de Copenhague au cas où les pays occidentaux insistent sur l'application de n'importe quel type de fixations juridique sur sa trajectoire d'émission.

Les observateurs saluent les Etats-Unis qui, sous l'administration Obama, sont perçus comme étant disposé à signer un accord qui impose des restrictions sur les émissions de carbone. En réaction, l'Inde a déjà affirmé qu'il serait "très regrettable" si des pays comme les États-Unis aient décidé d'imposer des taxes d'ajustement aux frontières sur les marchandises produites en vertu des règlements d'émission strictes.

Par conséquent, dans une manœuvre habile, les pays occidentaux cherchent maintenant à pivoter les projecteurs sur l'Inde et la Chine comme les acteurs clés, dont l'accord de Copenhague, ou l'absence de celui-ci, pourra être «signé ou non». En d'autres termes, si Copenhague échoue, tout le monde saura à qui s'en prendre.